

COLLECTIF

SOLIDARITE

GUATEMALA

N° 19

1983

MARS-AVRIL 6F



TÉLÉGRAMME

SERVIOOB TELLEX

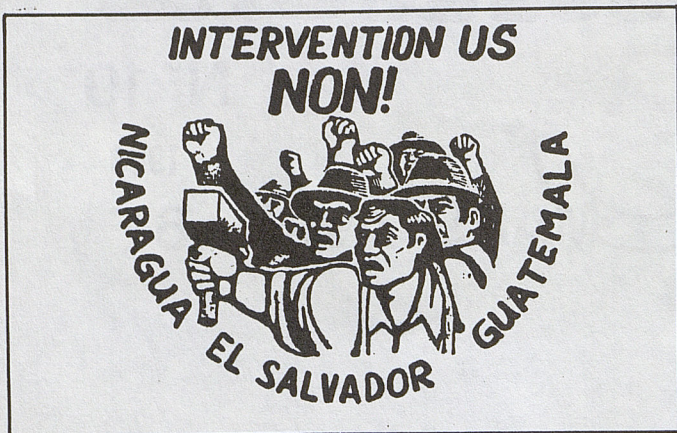
TRIBUNAL DES PEUPLES 27 AU 31 JANVIER 1983
VERDICT : GENOCIDE DU PEUPLE GUATEMALTEQUE
PAR GOUVERNEMENT RIOS MONTT
DEMANDE RECONNAISSANCE STATUT
BELLIGERANTS POUR ORGANISATIONS POPULAIRES
GUATEMALTEQUES

MADRID 31/01/83

DOSSIER
TRIBUNAL PERMANENT DES
PEUPLES

40P.12325

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.



COLLECTIF GUATEMALA
 67, rue du Theatre
 75015
 tel. 579 6757
 Permanence tous les Jaudis
 a partir de 17h00 .

MATERIEL DISPONIBLE

AUPRES DU COLLECTIF

Films 16mm : *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32mn

Brochure : *Vingt ans de lutte* (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews aux commandants de l'EGP, des FAR, d'ORPA et du PGT-ND).

Cahiers guatémaltèques : série d'articles d'analyse de la réalité guatémaltèque, formant un dossier. Le n°1 concerne les « Indiens et la révolution » (5 articles jusqu'aujourd'hui).

Film vidéo : *Le chemin de Nebaj*. 1981, couleur, 55mn. Deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS

Bulletin : *Solidarité Guatemala*
 Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires.
 Affiches, autocollants, cassettes, etc.
 T-shirts « U\$ A\$A\$A\$INS, Hors de l'Amérique Centrale »

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du GUATEMALA est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce nouveau bulletin "SOLIDARITE GUATEMALA" vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi, nous avons adopté la formule de l'abonnement ceci étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

6 NUMEROS 36 F
 ABONNEMENT DE SOUTIEN 60 F
 Chèques à l'ordre de.

COLLECTIF GUATEMALA



Nom : Prénom :
 Adresse :

Je m'abonne et je paye F

Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.
 OUI NON



Guatemala, 3 Mars 1982 : 6 jeunes gens condamnés à mort pour subversion par les tribunaux spéciaux institués par la dictature, étaient fusillés dans le cimetière de la capitale. A la veille de la visite du Pape Jean Paul II, ces exécutions prenaient l'allure de provocations. Jean-Paul II était intervenu mais trop tard et faisait part de sa profonde douleur après avoir connu la nouvelle «tragique et incroyable».

Cependant, comme prévu le Saint Père se rendait au Guatemala les 6 et 7 mars — dans ce pays gouverné par un adepte de la secte du Verbe, le général Rios Montt — afin d'œuvrer à l'unité de l'église catholique divisée sur la guerre anti-populaire menée par les dictatures successives depuis plusieurs années.

Face à la situation d'exploitation, de marginalisation de la majorité de la population indienne guatémaltèque le message de Jean-Paul II a été clair. Désavouant la politique de soutien inconditionnel de la hiérarchie catholique symbolisée par Monseigneur Casariego, Archevêque de Guatemala-Ciudad, Jean-Paul II a souligné que l'église ne doit pas seulement *respecter et évangéliser* les peuples et leurs cultures mais aussi les *défendre*. Tel était le contenu du discours prononcé à Quetzalerrango devant des milliers d'indiens :

«L'église connaît votre marginalisation, les injustices que vous subissez» ; «l'église veut rester près de vous et élever la voix pour condamner quand on viole votre dignité d'être humains, vous accompagner pacifiquement comme l'exige l'évangile mais avec décision et énergie afin de faire reconnaître votre dignité et vos droits».

Ainsi, ne s'affrontant ni à la dictature sanguinaire du général Rios Montt, ni aux sectes protestantes Jean-Paul II prône la défense des droits de l'homme comme accomplissement de la mission d'évangélisation de l'église catholique.

Donc condamnation ferme des crimes, des massacres, des tortures, bref de la répression commise par la dictature mili-

taire dans sa politique contre-insurrectionnelle. Quant aux solutions préconisées, Jean-Paul II met en garde contre la tentation des «moyens révolutionnaires destructeurs», contre la «soumission au jeu des intérêts et des idéologies» et adresse une demande solennelle aux gouvernants pour une législation protégeant le peuple indien contre les abus et pour accéder à un développement normal. Nous ne pouvons que rester sceptique. D'ailleurs rappelons-nous les effets qu'a eu le même type de politique basée sur une législation (dont le plus célèbre avocat fut Fray Bartholomé de Las Casas) afin de protéger les indiens contre les abus des conquistadores espagnols et de la nouvelle classe dominante naissante dans le royaume de la nouvelle Espagne. Si certaines mesures notamment le repartimiento (le travail forcé des indiens distribués entre les différents propriétaires de mines ou d'encomienda) furent abrogées par la couronne espagnole, cette action a juste suffi à ce que l'indien ne disparaisse pas complètement, irrémédiablement (cas des Antilles).

N'est-ce pas les leçons de cet expérience historique sanglante qu'ont tiré les chrétiens guatémaltèques dans leur engagement révolutionnaire.

En effet, pour nous, c'est par la lutte que le peuple guatémaltèque conquerra ses droits, construira un nouveau Guatemala. Du point de vue de la Solidarité Internationale, la prochaine étape passe par la reconnaissance internationale du Statut de belligérant aux organisations du peuple guatémaltèque. C'est la conclusion de la Session du tribunal permanent des peuples consacrée au Guatemala qui s'est tenue du 27 au 31 janvier 1983 à Madrid. Nous présentons dans ce bulletin les témoignages entendus par le tribunal qui ont permis d'établir un verdict puis une sentence (disponibles au collectif). Cet imposant travail d'une grande richesse renforce de manière fondamentale la légitimité de la lutte du peuple guatémaltèque au niveau international.

LE MOUVEMENT ESTUDIANTIN AU GUATEMALA

Le mouvement estudiantin guatémaltèque a une longue histoire de lutte très combative qui déborde le cadre purement estudiantin et revendicatif pour se ranger parmi les luttes populaires et politiques. Ses manifestations et activités remontent aux années vingt avec la création de l'AEU (Association des étudiants universitaires), syndicat général étudiant, sous le régime de Estrada Cabrera, tyran au service des États-Unis.



A cette époque, les luttes étaient profondément revendicatrices des droits estudiantins mais se sont aussi attaquées à la critique politique du régime, développant des activités burlesques comme la traditionnelle «grève de toutes les couleurs» — caricature des traditions de la semaine sainte catholique —, activité qui reste encore, au jour d'hui, un des principaux moyens d'expression populaire.

L'AEU a eu parmi ses membres et dirigeants, des grands intellectuels et des personnalités nationales telles que M.A. Asturias, et aussi des centaines de combattants populaires courageux qui sont restés inconnus et anonymes.

Pendant les quatorze ans de la dictature de Jorge Ubico — despote gallomaniaque qui fit construire une «tour Eiffel» à l'échelle dans la capitale —, le mouvement des étudiants, comme la plupart des syndicats et des organisations populaires, dût se masquer derrière un caractère corporatiste et apolitique ; mais cela n'a pas empêché son importante participation au mouvement de la «révolution du 20 octobre 1944» au côté des enseignants, des ouvriers, des soldats et d'officiers révoltés contre la tyrannie et qui réussirent à la renverser.

En 1944 s'ouvre au Guatemala une période réformatrice et éclairée en matière économique et sociale ; ce qui signifie une période forcément anti-impérialiste durant laquelle le peuple peut respirer l'air de la liberté et participer à un pro-

cessus révolutionnaire gêne les yankees qui, à cette époque de la «chasse aux sorcières» anticommuniste, organisent l'intervention armée et le blocus

commercial contre le Guatemala. En 1954, l'intervention des mercenaires aux ordres de Castillo Armas, entraînés par la CIA au Honduras, met fin à cette période révolutionnaire durant laquelle le caractère du mouvement estudiantin le range parmi les opposants au régime, mêlé aux réactionnaires et aux politiciens.

A partir de 1954, le mouvement estu-

diantin se réorganise, gardant sa face apolitique ; mais ses dirigeants et militants vont constituer la première génération de combattants estudiantins qui entreront dans la lutte clandestine révolutionnaire des années soixante.

En mai-juin 1957, les étudiants et les ouvriers mènent des grandes manifestations contre le gouvernement de Castillo Armas.

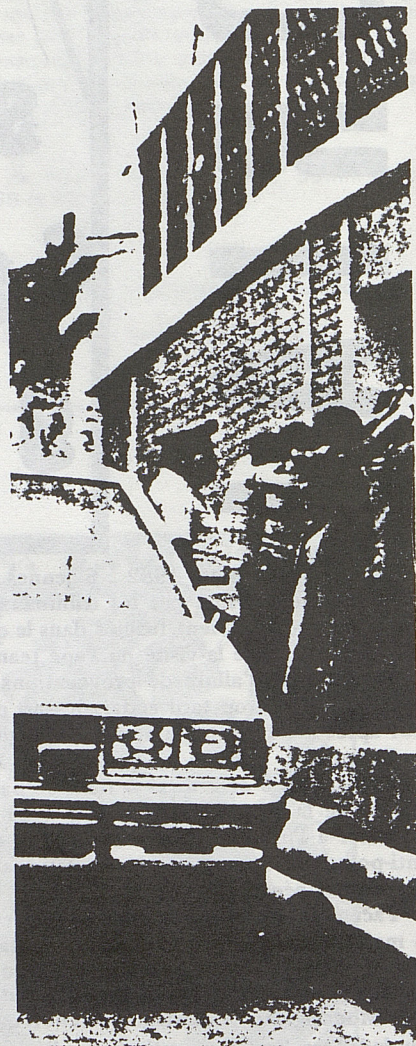
En mars-avril 1962, le mouvement

estudiantin devient le détonateur des mouvements qui se produisent dans la capitale ; mouvements qui visent à renverser le gouvernement de Idigoras Fuentes. Cette fois-ci, la participation des étudiants du secondaire est remarquable, et l'esprit du mouvement tout à fait révolutionnaire. Les gouvernements des années soixante, profondément répressifs, ne permettent pas le développement des organisations populaires ; et c'est en 1973, sous le régime de Arana Osorio, que le mouvement populaire, y compris les étudiants, reprennent des

forces, suite à une grève des enseignants qui touche tout le pays.

Durant les années soixante, le mouvement populaire et révolutionnaire se développe, et les étudiants continuent à être une des forces populaires des plus combattives dans la capitale, et même dans les autres grandes villes, aux côtés des travailleurs. L'AEU fait partie du CNUS (Comité national d'unité syndicale) et maintient toujours une activité politique pour la démocratie et contre le

cessus révolutionnaire de redistribution des terres étatiques et d'expropriation des terres en jachère de l'UFCO (1). Ce



fascisme et la répression, sans oublier les revendications purement estudiantines.

En 1970, le 10 octobre, Oliverio Castaneda de Leon, secrétaire général de l'AEU, est assassiné en plein centre de la capitale, en face du siège du gouvernement, alors qu'il venait de prendre la parole durant le meeting commémoratif de la révolution de 1944. A partir de cette date, la répression contre le mouvement estudiantin et contre l'Université nationale (USAC) se déchaîne d'une façon sanglante : assassinats, disparitions et



exil de centaines d'étudiants membres des différentes organisations telles que la CEEM (secondaire), la FERG (secondaire et universitaire) et l'AEU (université au niveau national).

La répression ne touche pas seulement les étudiants mais aussi les professeurs, les employés administratifs et les travailleurs de l'université ; université considérée sur la liste noire comme un des principaux « foyers de subversion » par les « gorilles » sanguinaires.

Pourtant, les luttes estudiantines ont continué, toujours plus politisées, plus définies et combatives ; à un niveau semi-clandestin, en adaptant ses moyens de lutte aux conditions de répression pour sauvegarder ses militants sans remettre en cause ses capacités d'action. Les meetings-éclair, les barricades-éclair, la distribution de propagande et les actions d'agitation accompagnées de mesures d'autodéfense témoignent du travail et du courage de ces luttes, combinées avec des actions purement universitaires qui lient plus étroitement les masses estudiantines avec leurs organisations.

Les étudiants occupent une place de

combattants légitime aux côtés et parmi les masses populaires gagnées grâce à plus de soixante ans de lutte, à l'héroïsme des milliers de jeunes patriotes qui ont donné leur vie pour la liberté et la dignité du peuple, à leur présence quotidienne dans les luttes antidictatoriales.

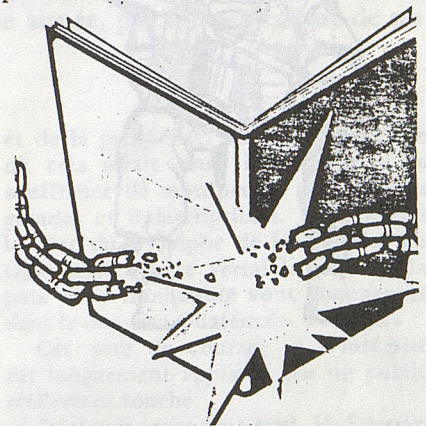
Durant ces derniers mois, on assiste à une recrudescence de la violence dans les installations de l'Université de San-Carlos (USAC), à Ciudad-Guatemala. Des groupes armés inconnus ont, à plusieurs reprises, fait irruption dans le campus et ont séquestré le personnel de l'université. Deux employés ont disparu, capturés par ces inconnus. Durant le dernier rectorat, vingt-deux membres du personnel de l'USAC ont été séquestrés. Lors du rectorat de Osorio (de tendance de gauche, qui a dû s'exiler après avoir reçu des menaces de mort), de 1978 à 1980, soixante-dix à quatre vingt professeurs de l'USAC ont été assassinés.

Face à cette situation, l'AEU (Association des étudiants universitaires), considérée comme le plus grand organisme estudiantin du pays, représentative des 40.000 étudiant(e)s de l'USAC, a donné une conférence de presse le 29 novembre 1982. Les représentants de l'AEU, qui sont apparus masqués du fait que leurs activités sont semi-clandestines, ont réclamé à Rios Montt, le respect de l'autonomie universitaire et l'arrêt des « procédures arbitraires contre des supposés ennemis du régime ». L'Association des étudiants universitaires dénonce « l'escalade constante des faits ré-

pressifs qui atteignent régulièrement la communauté universitaire » (trente membres de l'AEU sont actuellement disparus), et réclame la cessation de l'état de siège. L'AEU demande aussi à Rios Montt, le droit à l'information garantissant la vente libre de tout type de littérature.

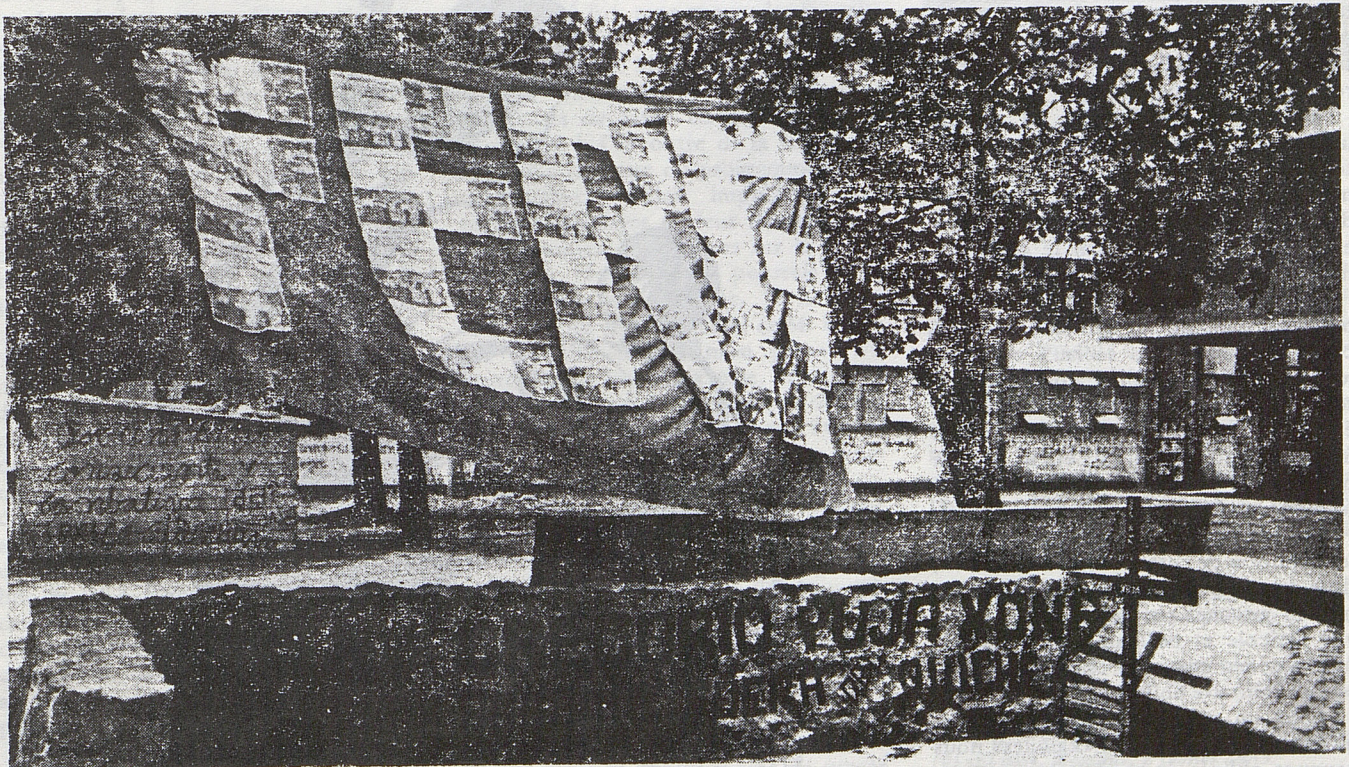
Le meilleur hommage que les étudiants rendent à leurs martyrs et leur attitude la plus conséquente vis-à-vis du peuple est cette présence constante dans la lutte démocratique et populaire pour un nouveau Guatemala.

C'est un serment de lutte de la part des étudiants qu'on entend lorsqu'ils crient leur mot d'ordre : « Mientras haya pueblo, habra revolucion ! » (2)



(1) L'UFCO, United Fruit Corporation, était une des principales multinationales nord-américaines implantées au Guatemala.

(2) « Tant qu'il y aura un peuple, il y aura révolution ! »



L'ANTHROPOLOGIE EST-ELLE UNE «SCIENCE NEUTRE» OU SERT-ELLE COMME ARME GÉNOCIDE ?

Plus de 8 000 morts, et un million de «déplacés» refoulés de leurs villages par l'armée, dirigée actuellement par le général Rios Montt, dont l'axe principal de sa politique interne est l'exécution de plans de contre-insurrection. Voilà les résultats de la nouvelle étape du régime politique mis en place dès 1954 par les États-Unis au Guatemala. Quels sont les moyens techniques personnels utilisés pour l'exécution de tels plans ?



Un journaliste nous donne une réponse : «Les «kaibiles» sont comme les chiens utilisés par les Allemands pendant la deuxième guerre mondiale. Ce sont des êtres humains bestialisés auxquels on a enlevé tout sentiment et qui, comme les animaux, répondent automatiquement aux ordres de leurs chefs supérieurs.» («Kaibil» serait une dérivation de «Kaibil Balam», un dieu de la religion Maya-Quiché).

Sous cette appellation, on désigne la troupe d'élite de l'armée guatémaltèque chargée de lutter contre les mouvements de libération, d'anéantir des paysans, indiens et ladinos, femmes et enfants, considérés par le gouvernement comme «subversifs».

Ce journaliste ajoute : «Ce n'est pas par hasard qu'on lui a donné ce nom, car les psychologues sociaux et sociologues nord-américains, conseillant le régime militaire guatémaltèque, ont étudié les croyances et habitudes des indiens guatémaltèques, et ils savent que ceux-ci ont un grand respect pour leurs dieux».

Du point de vue de l'origine sociale, les membres de cette troupe d'élite sont, dans leur majorité, des paysans et des indiens arrachés par la force à leur travail agricole et de leurs communautés, puis amenés dans des casernes pour le service militaire obligatoire.

C'est un ex-«kaibil» qui donne une autre réponse : «Comme «kaibiles» nous sommes obligés de boire le sang de nos

victimes en présence des gens des communautés, qui regardent, horrifiés, ce spectacle.» Comme exercice pratique, «il faut déplumer avec les dents et ensuite manger une poule vivante ; abattre un bœuf avec un seul coup de pied et briser un grand sac de sable, suspendu à une solive, d'un seul coup de pied.

«Les «kaibiles» sont formés par des militaires israéliens, chiliens, et argentins ; ils sont au Guatemala depuis quelques années pour organiser les corps de contre-insurrection.»

Autre témoignage d'un fait qui a eu lieu à Pacoj, dans le département de Chimaltenango : «Ils avaient volé des vêtements de femmes dans une autre communauté avant de la détruire. Ils sont donc arrivés habillés en femmes, avec «le corte et le huipil» (la jupe et la chemise typique). En arrivant ainsi déguisés, ils se sont introduits dans le village, ensuite ils ont sorti les armes qu'ils avaient cachées sous les vêtements, et ils ont commencé à mitrailler et à lancer des grenades».

Les témoignages et les faits nous démontrent qu'il n'existe pas de «scien-

ce neutre», que l'anthropologie est aussi un moyen — avec ses techniques — de l'impérialisme pour opprimer et massacrer les peuples qui luttent pour leur libération. L'Amérique latine et, plus spécialement, le Guatemala sont le «laboratoire» des États-Unis, où les chercheurs réalisent des recherches contre-insurrectionnelles pour empêcher tout mouvement de libération et permettre le contrôle militaire de la population. Ils étudient les facteurs sociaux politico-économiques et appliquent des techniques psychologiques de destruction de la personnalité sociale.

Les États-Unis ne veulent pas perdre leur hégémonie impérialiste sur les richesses de l'Amérique latine et développent des stratégies politico-militaires pour s'y maintenir. Le fait que des anthropologues nord-américains conseillent le régime guatémaltèque et que des militaires israéliens, chiliens et argentins — bras de l'impérialisme — forment les groupes de répression, n'empêchera pas la détermination du peuple guatémaltèque à lutter pour sa libération. ■



LES SUIVANTS SONT LES MEMES

Le 31 janvier 1983, le Tribunal permanent des peuples rendait publique, à Madrid, ses conclusions à propos du cas du Guatemala. La sentence, un important document de 70 pages, reconnaît, entre autre, que «devant la perpétuation des crimes susdits de la part des pouvoirs publics du Guatemala, le peuple du Guatemala a le droit d'exercer toutes les formes de résistance, y compris la force armée, par l'intermédiaire de ses organisations représentatives, contre les pouvoirs publics tyranniques».

La date et le lieu choisis pour rendre publique une telle déclaration étaient hautement symboliques : le 31 janvier 1980, trente-neuf personnes, dont le personnel diplomatique, furent massacrés par les forces gouvernementales, à l'intérieur de l'ambassade d'Espagne au Guatemala. Quelques heures auparavant, vingt-sept paysans indiens du Quiché, accompagnés de quelques étudiants, un ouvrier et un «poblador» (habitant de bidonville) avaient occupé pacifiquement l'ambassade pour dénoncer la répression de l'armée contre leurs communautés. La suite est connue. Des quarante personnes se trouvant à l'intérieur, seul M. Maximo Cajal, ambassadeur d'Espagne, réussit à s'échapper.

«Le général Lucas Garcia (1) lui-même, a donné l'ordre de l'assaut», déclara Elias Barahona devant le tribunal. Membre d'une des organisations politico-militaires qui composent l'URNG (2), E. Barahona avait réussi à s'infiltrer au sein du gouvernement. Il occupa longtemps le poste de secrétaire de presse du ministre de l'Intérieur. A ce titre, il fut l'un des témoins le plus intensément interrogé au cours de la session de Madrid du tribunal (son interrogatoire dura plus d'une heure). Ses déclarations ont permis de connaître un certain nombre d'«intimités» du régime, comme, par exemple, l'emplacement de quatre centres clandestins de torture dans la capitale. Il a également donné des détails sur l'existence d'un plan contre-insurrectionnel, remis au gouvernement guatémaltèque par un certain Jim Daniels, prétendu membre du DEA (Département nord-américain antidrogue). L'actuelle campagne contre-insurrectionnelle du régime, déclara Elias Barahona, est une mise en application des grandes lignes de ce plan.

«Le coup d'État n'a été qu'un leurre», affirma Barahona, «dans ce sens, le

régime de Rios Montt n'est que la continuité de la dictature. La preuve est que, pratiquement tous les responsables militaires chargés de la répression sous le régime de Lucas, continuent actuellement d'exercer leurs fonctions. C'est le cas du colonel Hector Montalban, haut responsable de la G 2 (3) et chef de l'état-major présidentiel de Lucas. Il a aujourd'hui les mêmes fonctions. C'est également le cas, conclut Barahona, de tous les responsables qui ont dirigé l'assaut contre l'ambassade d'Espagne, il y a trois ans.»

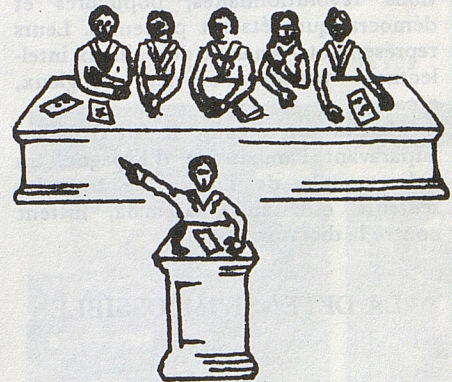
La dénonciation de cette continuité fut un des dénominateurs communs de tous les rapports et témoignages. Une des interventions les plus marquantes à cet égard fut, sans aucun doute, celle de Rolando Castillo Montalvo, ex-doyen de la faculté de Médecine qui, après un rapport exhaustif sur les mauvaises conditions de santé du pays et sur la répression à l'encontre de la faculté de Médecine (à cause du programme social que celle-ci voulait impulser), s'est adressé aux juges en leur demandant : «Vous voulez des preuves sur la continuité du régime ? Je pourrais vous donner une liste énorme. Je ne vous citerai qu'un seul cas, celui de M. Edouard Castillo Arriola, mon père». Un grand silence inonda la salle, avant qu'il ne résume ainsi le curriculum de son père : «Ambassadeur de Lucas à l'ONU, il a été confirmé dans ces mêmes fonctions par Rios Montt.»

Il procéda ensuite à la lecture d'une lettre qu'il avait adressé à son père et qui constitua un des moments les plus émouvants de la session du tribunal. Avec une voix brisée par l'émotion, il conclut sa lettre ainsi : «Au début de cette lettre, je te disais combien c'est frustrant de nous savoir dans des camps diamétralement opposés. Ceci explique que je puisse même pas te souhaiter bonne année et encore moins du succès

et de la prospérité, car dans la mesure où cela serait ainsi, la douleur et la souffrance de mon peuple seraient plus grandes et indescriptibles. Je te verrai le jour du triomphe de la majorité du Guatemala. Je te verrai le jour où la paix et la tranquillité vont commencer dans le nouveau Guatemala. Ton fils.»

Cet acte de courage et d'intégrité fut longuement applaudi par un public réellement touché.

Quelques jours plus tard, M. Edouard Castillo Arriola (à qui la lettre était



donc adressée), déclarait à propos de cette session du Tribunal permanent des peuples : «Les membres (du tribunal) sont des éléments d'une tendance politique connue, contraire à la démocratie, qui méconnaissent la réalité guatémaltèque et les efforts réalisés par le gouvernement pour consolider la démocratie et maintenir le respect des droits de l'homme (4). Il n'a fait aucune allusion à la lettre de son fils. ■

(1) Ex-président du Guatemala. Renversé le 23 mars 1982 par le coup d'État de Rios Montt.

(2) Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque constituée de l'EGP, des FAR, de l'ORPA et du PGT-ND.

(3) G 2 : service d'intelligence de l'armée.

(4) «El día», Mexique, 2 février 1983.

«La parole est au représentant du gouvernement du Guatemala. Y a-t-il quelqu'un ici qui représente les intérêts du gouvernement du Guatemala ?» Après le silence qui suivit cette question de Georges Wald (USA), prix Nobel de physiologie et de médecine, la parole fut donnée au Rapporteur général. Ainsi commença, le 27 janvier 1983, à Madrid, la session du Tribunal permanent des peuples sur le Guatemala.

Avant l'intervention de G. Wald, le maire de Madrid, M. Enrique Tierno Galvan, prononça un discours de bienvenue aux organisateurs et participants de cette session. En tant que membre du TPP, M. Tierno Galvan avait participé à d'autres sessions. Mais il préféra ne pas assister à celle-ci, afin de maintenir la position d'impartialité qui, d'après lui, devait correspondre à sa condition de maire de la ville amphitryone.

Au cours des trois jours suivants, les juges du TPP entendirent douze rapports, concernant différents aspects de la vie économique, juridique, sociale, culturelle et politique du Guatemala. De nombreux témoins, plus de vingt au total, des paysans pour la plupart, sont intervenus dans chacun des thèmes traités. Pratiquement toutes les organisations révolutionnaires, populaires et démocratiques étaient présentes. Leurs représentants venaient des milieux intellectuel, paysan, ouvrier, religieux, etc.

Madrid fut, comme le fut trois ans auparavant l'ambassade d'Espagne, un bel exemple de l'unité de tous les secteurs qui, au Guatemala, luttent contre la dictature.

LA DEFENSE IMPOSSIBLE

Jeudi soir, au moment de l'ouverture de la session, et première séance d'auditions, un doute planait chez les participants : Rios Montt allait-il se faire représenter ? Car selon le règlement du TPP, l'accusé est invité à participer aux travaux du tribunal, depuis sa phase de préparation jusqu'à sa clôture. Les délégués du gouvernement peuvent également intervenir sur chacun des thèmes développés, en présentant les témoignages et les documents qu'ils auraient estimés nécessaires, afin de réfuter les accusations. Mais, jusqu'à ce jour, aucune réponse officielle n'avait été donnée par le régime de Rios Montt.

Au fur et à mesure que les rapports, les témoignages et les interventions se succédaient, une question se posait dans la salle où plus de 400 personnes sui-

vaient les travaux du tribunal : comment le gouvernement pourrait-il nier ses crimes ?

Lorsque la deuxième séance d'audition fut levée, le vendredi midi, une chose semblait sûre : les défenseurs de Rios Montt n'oseraient plus se présenter. Pourtant, des rumeurs affirmaient que le président du Conseil d'État du Guatemala se trouvait à Madrid, accompagné de témoins et



● EFRAIM RIOS MONTT

d'avocats, et qu'ils n'attendaient que le moment propice pour intervenir.

A la fin de cette deuxième journée, tout le monde savait, y compris les quelques «oreilles» (indicateurs du régime), présents «discrètement» dans la salle, qu'il était politiquement et juridiquement impossible de «plaider non coupable».

Le soir du 28 janvier 1983, vingt-quatre heures après le début de la séance, quatre cents personnes ont quitté la salle d'audience avec la certitude qu'ils ne verraient jamais les défenseurs de Rios Montt. Ils n'ont pas eu tort.

ISRAEL MARQUEZ

(ex-secrétaire général du Syndicat des travailleurs de la Coca-Cola, de la Fédération des aliments, de la Centrale nationale des Travailleurs, ex-membre de la direction du Comité national d'unité syndicale) résume la détérioration de la condition syndicale : depuis 1978, plus de 200 dirigeants syndicaux ont été enlevés, ont disparu ou ont été assassinés, ainsi que des milliers de membres d'autres organisations (250 maîtres, 49 journalistes etc...). Avec le gouvernement de Rios Montt, les massacres sont devenus systématiques et se sont multipliés par trois. La légalité — déjà inconsistante — a été tout à fait abolie. La loi du travail de 1947 a été reformulée plusieurs fois, toujours au détriment des travailleurs. Le Statut fondamental promulgué par le gouvernement augmente le nombre d'heures de travail obligatoires de 45 à 47. Il est interdit de former des coopératives ou des clubs de travailleurs. Il est interdit de se réunir à plus de trois personnes ; les quelques syndicats qui fonctionnaient encore, sont gelés. Le chômage augmente de telle façon que, pour la première fois au Guatemala, il existe une organisation de chômeurs. Devant une telle situation, il s'opère une transformation profonde du mouvement syndical. Les formes d'organisation, clandestine ou ouverte, doivent s'adapter : comités de fabrique, noyaux d'ouvriers, groupes de vigilance, d'autodéfense et de miliciens. Il y a prise de conscience de la nécessité d'actions unitaires des différents secteurs qui luttent pour la démocratie, la justice sociale et l'indépendance nationale.

Lettre de
Rolando Castillo Montalvo,
exilé au Mexique, à son père,
ministre des Affaires étrangères
du gouvernement guatémaltèque

9 janvier 1983

Cher père,

Ce n'est pas la première fois que je t'écris une lettre que finalement je n'ai pas envoyé. Je ne suis pas encore certain que je la mettrai à la poste. Cette situation vient de la colère, la tristesse, l'impuissance, l'ennui et la frustration que je ressens de nous savoir dans des camps diamétralement opposés dans cette guerre que mène notre peuple contre l'extermination. Notre peuple poussé par le désir de meilleures conditions de vie, de se placer parmi les nations civilisées et démocratiques de ce monde. (...)

Bien que je t'aie déjà fait part de mes projets futurs, je les ai rapidement appliqué. Depuis déjà longtemps, j'ai décidé de ne pas vivre sous le même toit d'individus qui amassent leurs fortunes et qui gravissent l'échelle politique et sociale sur la base d'une position antidémocratique et sur les souffrances de la majorité du peuple. Individus qui utilisent l'assassinat comme norme de conduite face à tous ceux qui réclament la liberté et la démocratie au Guatemala.

Il y a plusieurs mois, le 23 mars de l'année dernière — le jour du coup d'État de Rios Montt — je te téléphonai pour savoir ce que tu en pensais. Ma joie fut grande de t'entendre dire : je retourne au Guatemala, je suis encore un homme capable de nourrir sa famille. Tu te souviens ? (...)

Peu de temps après, le découragement et l'angoisse d'apprendre que tu occupais le poste de ministre des Affaires étrangères du «nouveau régime» furent incommensurables. Avec beaucoup de honte, il a fallu que je reconnaisse que ce nouvel acte contredisait ton enseignement : accepter une fonction dans un gouvernement de facto et imposé par la force des armes, à l'encontre de la volonté populaire. (...)

Dès lors, tu participes — entre mille autres choses — à l'édification pseudo-légale des prétendus «tribunaux militaires de juridiction spéciale» qui, tant au niveau national qu'international, sont reconnus comme étant une monstrosité

juridique.

Ainsi, un avocat, mon père, renonce aux principes et à l'essence même de sa profession. Ou est-ce que le ministre des Affaires étrangères ne voit et ne dirige que la politique extérieure sans prendre d'autres types de décisions ?

(...) maintenant tu es compromis dans toute la dimension des déclarations d'un certain Bianchi, qui a déclaré aux États-Unis que «les indiens sont des subversifs» et «il est évident qu'il faut tuer les indiens, puisqu'ils collaborent avec la subversion». (...) le gouvernement de Rios Montt — dont tu es un acteur de première ligne — a promis de punir les corrompus et de juger les assassins. Cependant, depuis mai, les quelques tortionnaires de deuxième et troisième catégorie détenus pour corruption tout de suite après le coup d'État, commencent à être libérés «faute de preuves». Étrange application dualiste de la justice que, faute de preuves, les voleurs et les sbires soient libérés, et que, sans preuves, les opposants soient fusillés après avoir été condamnés par des tribunaux de juridiction spéciale, et sans qu'ils puissent faire appel.

(...) Qui a raison ? Rios Montt et son gouvernement qui disent «ce n'est pas nous qui tuons les populations paysannes», ou Pax Christi, American Watch, le Conseil national des églises des États-Unis, Amnesty International, le Conseil des affaires hémisphériques, le Parlement européen, le Conseil catholique hollandais des missions Wola, les évêques catholiques de Puerto-Rico, la Commission épiscopale de conseil pour l'Amérique latine, etc ? (...)

L'administration Reagan se discrédite (...) parce qu'elle affirme cyniquement que «les droits de l'homme se sont améliorés au Guatemala», comme si le respect des libertés individuelles ou un génocide étaient une question numérique et quantitative. La vérité, c'est que les droits de l'homme se sont, dans notre patrie déchirée, améliorés, seulement dans la mesure où Reagan et Rios Montt disent clairement que

«durant la dernière année du gouvernement de Lucas Garcia, les forces de sécurité ont assassiné 12 000 guatémaltèques, alors que nous n'en avons tué que 7 000». (...)

Au début de cette lettre, je te disais qu'il était angoissant de nous savoir dans des camps diamétralement opposés. Ceci dit, je ne peux même pas te souhaiter bonne année, ni du succès ou de la prospérité, sachant que la douleur et les souffrances de mon peuple en seraient plus grandes et indescriptibles. Je te verrais le jour du triomphe de la majorité du Guatemala. Je te verrais le jour où la paix et la tranquillité vont commencer dans le nouveau Guatemala.

Ton fils



RAPPORT SUR UN GÉNOCIDE

RICARDO FALLA, prêtre et anthropologue, demande que le régime de Rios Montt soit « condamné pour génocide dans le sens strict du mot, puisqu'il a : a) commis des tueries de groupes ethniques (micro-unités de population) avec l'intention de les détruire totalement *comme tels* ; c'est-à-dire, non seulement pour être inculpés de guerrilleros, sinon pour appartenir à ces groupes ethniques (cas des enfants n'ayant pas encore l'âge de raison) et b) pour avoir commis des tueries de membres du groupe ethnique indien (la population rurale majoritaire du pays) avec l'intention de le détruire partiellement *comme tel*, c'est-à-dire, non seulement parce qu'en son sein a surgi majoritairement la subversion, sinon parce que cette subversion a tenu un caractère de libération de l'oppression culturelle et de la discrimination ethnique. »

Falla avance les arguments suivants :

1. Diverses organisations des droits de l'Homme ont condamné le gouvernement pour les massacres massifs de la population non combattante, mais aucune ne l'a fait pour «génocide», en raison d'une difficulté technique.

2. La Convention sur le Génocide adopté par les Nations Unies le 9/12/48 et en vigueur depuis le 12/1/51, et de laquelle le Guatemala est signataire, définit comme génocide «tuerie des membres du groupe, lésion grave de d'identité physique ou mentale des membres du groupe etc... commis avec l'intention de détruire totalement – ou partiellement un groupe national, ethnique, racial ou religieux *comme tel*.» Les mots soulignés excluent comme motivation, au moins unique, la politique.

3. Exposition des cas de «tueries des membres du groupe» : ex. le massacre de S. Francisco (Dpt. Huehuetenango) le 17 juillet 1982 : 352 morts, presque 10 000 réfugiés.

4. La structure du massacre peut se répéter : concentration dans un endroit des hommes et dans un autre des femmes et enfants de tout âge. Extermination systématique des deux groupes, en employant balles, machetes, grenades, incendie des bâtiments etc.

5. Il y a unanimité sur le fait que l'armée est l'auteur du massacre.

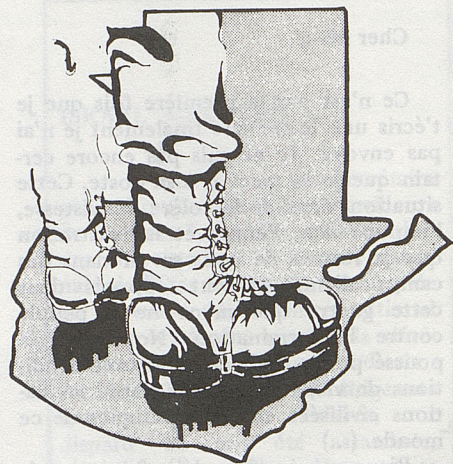
6. Les motivations ?

La principale est *politique* : sous prétexte de la recherche d'un campement guerrillero, l'armée anéantit une population qui est accusée de soutenir la guerrilla, châtie ainsi des guerrilleros, et instaure la terreur dans la zone pour qu'elle cesse d'appuyer logiquement la guerrilla et/ou fuit au Mexique en laissant une frange, vide de population.

Motivation *économique* : les riches payent l'armée pour vider les gens, avec

des crédits qui causent l'embargo de la terre ou avec les massacres qui font fuir la population. La terre ainsi libérée revient à la nation et peut être rachetée par les riches (perception des paysans du front des éleveurs).

Motivation de *discrimination raciale* : le pont idéologique qui va de l'instauration de la terreur au massacre total, est le principe de la transmission de la faute et du délit biologique. Il est raciste. Ce principe est utilisé par l'armée dans ses expressions : «jusqu'à ne pas laisser de



PABLO CETO, d'une famille ixil paysanne pauvre de la municipalité de Nebaj, département du Quiché, donne un exemple de prise de conscience et d'engagement en retraçant son propre chemin. A l'école, il apprend l'humiliation et le mépris pour les indiens, mais aussi à se demander pourquoi il existait des hôpitaux avec 200 lits et trois médecins pour 40 000 habitants, des salaires misérables, l'enrôlement de force de la jeunesse indienne au service militaire. A Santa-Cruz, capitale du département, il connut des groupes divers et commençait à travailler avec les organisations indiennes au niveau national et à se confronter avec les aspirations de religieux et d'étudiants qui cherchaient ensemble avec les paysans et les indiens un futur distinct. Mais ce temps de la lutte dans le cadre juridique et légal (les ligues paysannes, les coopératives) ne dura pas. En 1974, grâce à une bourse, il entra à l'université pour des études d'agronomie. En 1976, alors que tous étaient engagés à donner de l'aide après le tremblement de terre, l'armée enleva cinquante leaders ixils à Nebaj, Cotzal et Chajul. Mais ce désastre favorisait aussi la solidarité entre indiens et ladinos, entre

paysans de la Côte atlantique et ceux des hauts-plateaux. Les paysans soutenaient les luttes des syndicats (ex. Coca-Cola) et la formation du CNUS. Manifestations marquantes : celles du 1er mai 1977 et du 20 octobre, et la marche des mineurs d'Ixtahuacan. 1978 : fondation du CUC, Comité d'unité paysanne. Voilà que l'indien ne sert pas seulement pour le folklore, sinon qu'il lutte pour de meilleures conditions de vie et ainsi commença à se tisser une alliance pour la vie entre ladinos pauvres et indiens. Le CUC s'affiliait au CNUS. En 1979 se fondait le Front démocratique contre la répression avec d'autres organisations populaires et démocratiques. 1980 : le CUC décide l'occupation pacifique de l'ambassade d'Espagne. Pablo Ceto était aussi à la tête de la grève de la Côte atlantique : 70 000 volontaires, petits fermiers et travailleurs agricoles. Pablo Bautista, paysan latino, allumait l'étincelle. Ixils, quichés, mames, cakchiquels s'y joignirent et honorèrent ainsi leurs compagnons tombés dans l'ambassade d'Espagne. 1981 : fondation du Front populaire 31 janvier. Et, aujourd'hui, Pablo Ceto est membre du Comité guatemalteque d'unité patriotique, le CGUP.

semences» ; « nous ne laisserons aucune graine, nous allons balayer ici ». Le comportement des soldats suppose une idéologie raciste étant donné qu'ils traitent les victimes comme des animaux, avec les menaces, gestes et même actions de cannibalisme. Cette idéologie raciste se trouve au sommet du gouvernement. Rios Montt, interrogé en décembre 82 sur les massacres dit : « de quel côté est la vérité ? C'est précisément pour cela qu'il existe un état ». Son idéologie est fasciste puisqu'il conçoit que l'état est source de vérité et de droit, et non pas l'homme, et encore moins le paysan. L'homme se dépersonnalise, se convertit en animal. Le peuple est considéré comme un tissu biologique, et si une partie est infectée, elle est coupée pour sauver le tout, mais non pas le peuple, sinon l'état.

7. Une motivation de *discrimination ethnique*. Dans ces massacres d'innocents l'objet du génocide est le peuple indien, et non seulement un village comme microgroupe ethnique. L'intention est la destruction partielle de l'indien, mais non totale parce qu'il est en même temps nécessaire au système économique. Cette discrimination ethnique intervient de plus dans les motivations politiques et économiques de ces massacres. Ceux-ci ont lieu presque exclusivement dans les zones indiennes et si des ladinos (ethniquement non indiens) sont touchés, c'est parce qu'ils se trouvent dans ces zones. L'armée choisit ces zones parce que là il y a la subversion ; mais précisément dans cette lutte contre la subversion se trouve la motivation discriminatoire, puisque dans la subversion même elle y est intervenue.

Pourquoi la subversion dans des zones indiennes majoritairement ?

- Après la destruction de la guerrilla dans les années 60 il y avait une prise de conscience de la nécessité de l'incorporation de l'indien et de la suppression de l'oppression culturelle, de la discrimination ethnique et de la marginalisation raciste. La guerrilla dispersée choisit le Dpt. du Quiché comme nouvelle entrée.

- Dans les zones des pieds-monts indiens en relation avec les hauts-plateaux surgissent des propositions semblables bien que traitées différemment, et impliquant moins les masses, enrôlent néanmoins l'indien dans la lutte contre « le racisme ».

- La discrimination opère aussi négativement dans l'extension du mouvement révolutionnaire parce qu'elle ne croise pas avec la même force les frontières des territoires indiens. Le « mépris » de l'Indien au niveau national empêche la rapidité de la confiance et de l'organisation dans les zones ladinos orientales, parce que les cadres sont souvent indiens et non pas des étudiants ou diplômés de la capitale. Le rythme de contagion du mouvement en zone indienne est, malgré les différentes langues, plus rapide qu'en zone ladina.

JUAN JOSE MENDOZA

témoigne de l'ascension des horreurs commises par l'armée sous le gouvernement de Lucas Garcia et celui, encore pire, de Rios Montt dans la municipalité de Santiago Atitlan, autrefois lieu privilégié du tourisme. En juin 1980, l'armée établit un campement dans la région. Alors commençait une série d'enlèvements, un état de siège local et le harcèlement des gens en relation avec la radio « La Voz d'Atitlan ». Pour certains actes atroces, les soldats se déguisaient en civil ou avec des vêtements indiens. Le 25 octobre, l'armée assassinait le directeur de la Radio, Gaspar Culcan Yataz, et frappait sauvagement sa femme et sa petite fille. Le 12 novembre, ce fut la mise à sac des installations. Suite à l'enlèvement des membres de l'Association, la radio a dû abandonner toute activité. Le 17 janvier 1981, un tir de chasse déclencha un mitraillage dans la finca Chacaya,

la capture de cinquante personnes et l'enlèvement de dix-huit autres, dont on a retrouvé ensuite les cadavres sur les routes, atrocement mutilés. Le père Francisco (Stalin Rotter, missionnaire nord-américain), apprécié par la population, fut assassiné le 28 juillet en pleine nuit dans sa chambre. Le 2 août, trois indiens, sont injustement accusés de cet assassinat pour de longues années de prison. Les stratégies pour terroriser la population sont variées : le 18 novembre, quinze ex-membres de l'Association de la Radio ont été obligés, pour sauver leur famille, à une farce, de s'avouer collaborateurs et membres de la subversion devant la télévision et la presse. Beaucoup de villageois ont été obligés de venir dans le campement de l'armée pour jouer les réfugiés de la subversion demandant la protection de l'armée. Les gens se réfugiaient alors fin novembre au Mexique. Certains, croyant à un changement après le coup d'État du 23 mars 1982, sont revenus et trouvaient une situation encore pire. La population a été obligée de former des patrouilles civiles, et la pratique de raser des villages entiers s'est généralisée.



Dossier

COMMENT ON FABRIQUE DES CRIMINELS

Le témoignage de Pedro Luis Ruiz, ancien sergent de l'armée guatémaltèque, ne permet pas seulement d'avoir des preuves de plus des exactions commises par l'armée de Lucas Garcia puis de Rios Montt. Il montre aussi, et c'est là, peut-être, ce qui en fait l'importance différence par rapport aux autres rapports et témoignages, comment un être humain, comme vous et moi, peut devenir dans certaines circonstances un soldat criminel sans scrupules aux ordres d'une dictature criminelle.

Pedro Luis Ruiz, dont la franchise et l'honnêteté suffisent à prouver la véracité de ses propos, nous explique clairement les conditions objectives puis subjectives qui ont fait de lui un sergent de l'armée guatémaltèque. «J'avais dix-

sept ans quand j'ai fait mon service militaire. J'étais content parce que j'allais avoir des chaussures et de bons vêtements.» Au poids de l'extrême misère qui pousse les jeunes paysans indiens dans les bras de l'armée, s'ajoutent ensuite les pressions de toutes sortes des officiers supérieurs : «Durant le transport ils nous frappèrent et je pris peur. Ils nous frappèrent beaucoup. Je regardais, mes compagnons pleuraient.» Puis : «Le lieutenant Perez me demandait : «Pourquoi es-tu là ?». Je lui répondais «pour servir ma patrie». Il me disait que mes parents étaient membres de partis politiques et que je devais donc être contre eux, «parce qu'ils sont contre l'armée et contre toi» me disaient-ils. «Vous pouvez tuer,



vous-mêmes, vos propres parents et vos propres frères, s'ils sont impliqués dans une organisation, si vous ne voulez pas mourir». Et nous autres, apeurés, nous répondions oui à toutes ces vociférations ; et ils nous frappaient dans le ventre. C'était tous les jours ainsi.» Pedro Luis Ruiz continue : «Nous avons subi un lavage de cerveau» et «quand je découvris que c'était mal, il était déjà trop tard.»

Après sa désertion, «l'armée à commencer à me poursuivre. Ils ont encerclé ma maison. Le même jour, ils ont enlevé un proche parent à moi, ils l'ont torturé et accusé la guérilla de son assassinat». Pourtant, la misère, le lavage de cerveau subi dans l'armée, son passage dans les troupes «kaibiles» (troupes d'élites on ne peut plus sanguinaires), son implication dans certaines actions militaires inavouables en d'autres temps et autres lieux que cette session du Tribunal permanent des peuples, la persécution dont il a été victime par la suite, n'ont pas empêché Pedro Luis Ruiz de déclarer à la fin de son témoignage : «Moi, en tant qu'ex-soldat de l'armée, je porte ce témoignage devant le Tribunal permanent des peuples pour ce qu'ils m'ont fait lorsque j'étais dans l'armée. Je suis témoin que ceux qui enlèvent et torturent, ce sont l'armée, aujourd'hui avec Rios Montt ; ce sont les mêmes responsables et coupables qui droguent les pauvres soldats pour commettre de tels crimes.»

Même les instruments de répression que la dictature s'est taillée sur mesures peuvent l'abandonner d'un jour à l'autre...





LA LONGUE MARCHÉ DES SYNDICALISTES

Le récit de Miguel Angel Albizures est plus qu'un témoignage personnel : il nous parle en fait d'une expérience collective qui se fait chaque jour dans des conditions extrêmement difficiles et desquelles il est non seulement un témoin privilégié mais aussi un des principaux acteurs. Au-delà du récit d'un combattant, c'est aussi une garantie contre l'oubli.

Fils d'une famille paysanne émigrée en ville, il connaîtra très tôt ses premières expériences du mouvement syndical. A quinze ans, il adhère à la JOC (Jeunesse catholique ouvrière) et à dix-sept, dans l'effervescence du soulèvement populaire de mars et avril 1962, il verra tomber un de ses premiers compagnons de lutte, Angel Berreondo. Cinq ans plus tard, il livrera une longue bataille de trois ans pour organiser le syndicat de l'usine où il travaille. Syndicat que la répression et les pressions de toutes sortes ont fini par détruire.

De 1970 à 1971, le pays souffre une longue nuit d'État de siège. Le mouvement syndical se trouve affaibli et divisé. Le pays sombre dans la répression : Tereso de Jesus Oliva, dirigeant paysan, et Adolfo Mijangos Lopez, dirigeant politique de la gauche social-démocrate, pour n'en mentionner que ces deux noms significatifs, tombent sous les balles des « escadrons de la mort ». Le local de l'organisation syndicale où militait Miguel Angel est mis à sac et lui et ses compagnons se retrouvent en prison.

Fin 1972, les ouvriers de la Compagnie industrielle de l'Atlantique (CIDA-SA) demandent à Miguel de diriger une grève qui tiendra pendant 67 jours. Trois mois après la fin de ce conflit, le secrétaire général du syndicat, César Augusto Morataya, fut assassiné. Il se rendait le 23 mars 1973, en tant que représentant de la CNT, à Sansirisay, un village du département de Jalana, où plus de trente paysans venaient d'être assassinés. Celui qui dirigeait ce massacre était le général Rios Montt.

Le 31 mars 1976, Miguel participe à la création du CNUS (Comité national d'unité syndicale). Un mois plus tard,

sa centrale syndicale est mise à sac et il est de nouveau emprisonné. En juin 1977, il reçoit une lettre de l'ESA (Armée secrète anticommuniste) l'enjoignant de quitter le pays. Quelques jours plus tard, le 8 juin, Mario Lopez Larrave, à la fois fondateur et conseiller juridique du CNUS, est assassiné.

En novembre 1977, il participe aux discussions pour arriver à un accord favorable dans le conflit des mineurs d'Ixtahuacan. Sept mois plus tard, un

des dirigeants de ce mouvement, Mario Mujia, est assassiné.

En 1977, le mouvement syndical et le mouvement de masses en général étaient en pleine expansion. Au début de 1978, Miguel est appelé à participer aux grèves et aux marches de protestation des syndicats des mines de Oxec et du projet hydroélectrique de Chixoy, dans le département d'Alta-Verapaz. Tout près des mines de Oxec, à Panzos, alors qu'ils venaient de remettre leurs

JUAN VELASQUEZ JIMENEZ

vient de la municipalité de San Idefonso Ixtahuacan, Dpt. Huehuetenango, où est exploitée une mine de Tungstène, source d'innombrables problèmes pour la population. Voici quelques extraits de son témoignage : le 6 mai 82, trois camions pleins de soldats sont arrivés. Toute la journée, ils chassaient les gens de leurs maisons pour les enfermer dans l'école, et les dépouiller de leurs biens, ainsi qu'un groupe de 45 personnes réunies pour une cérémonie dans l'église. Ils proférèrent des insultes telles que « aujourd'hui nous allons rencontrer des voleurs subversifs, des indiens méprisables, sauvages », et « aucun Dieu ne vous viendra en aide ». Bilan de la journée : un pendu dans l'école, onze personnes faites prisonnières et enlevées, le frère du témoin tué.

Le 12 juin, dans le hameau La Laguneta, deux paysans ont été dévalisés, attachés au cou. Cinq soldats tiraient d'un côté, et cinq

de l'autre. Laissés morts, attachés à un arbre, ils leur coupaient un morceau de chair dans les jambes, à travers le pantalon. Ensuite, les soldats incendièrent plusieurs maisons dans le village de Cumbre Papal. Le 15 juin, les villages de Nenton et de San Pedro Nacta ont été bombardés. Le 5 octobre, les soldats obligeaient le témoin à aller avec eux et les patrouilles civiles dans le Village de Cumbre Papal pour y être témoin d'incendie de deux maisons. Quand le feu brûlait fort, les soldats jetèrent les propriétaires des maisons bien attachés dans les braises ; ensuite, ils incendiaient une autre maison avec un enfant de cinq ans dedans, et tuant un autre enfant qui s'était réfugié dans le bain de vapeur. Ce jour-là, le témoin comptait vingt maisons incendiées, mais il y en avait plus. En novembre, fut incendié la maison de José Lopez, et toute sa famille, dix personnes tuées. Ensuite, les patrouilles civiles devaient enterrer les morts.

L'organisation des patrouilles civiles se fait de force et par la menace.

revendications à propos du problème foncier, 119 paysans sont massacrés sur la place du village.

Plus tard, en octobre de la même année, il participera aux grandes mobilisations de masse contre l'augmentation des prix de transport. Il fut délégué avec d'autres compagnons pour parler avec le président Roméo Lucas Garcia et exiger la baisse des prix. Quelques jours après, le 20 octobre, lors d'une manifestation, Oliverio Castaneda, secrétaire général de l'AEU (Association d'étudiants universitaires) est assassiné. Durant les dix jours que durèrent les mouvements d'octobre, il y eut 40 morts, 2 200 blessés et plus de 1 200 détenus. De ceux qui participèrent à cette réunion avec Lucas Garcia, peu sont encore en vie.

A partir d'octobre 1978, début de cette nouvelle vague de répression, qui ne cesse de s'étendre, les assassinats de syndicalistes, de dirigeants et d'affiliés à d'autres organisations populaires et démocratiques se succèdent. Echappant à plusieurs tentatives d'enlèvement et d'assassinat, Miguel Angel Albizuere quitte le pays pour contribuer à la dénonciation internationale de la situation au Guatemala. En 1980, ses deux filles, de sept et neuf ans, échappent à une tentative d'enlèvement. Elles abandonnèrent leurs études et quittèrent le pays.

Le 21 juin 1980, les locaux de la CNT furent mis sauvagement à sac, 27 dirigeants disparurent. Le 24 août, dix-sept compagnons, membres de la CNT, furent enlevés au centre de «recueil spirituel» Emaüs ainsi que des membres de l'École d'orientation syndicale. En deux mois, 44 dirigeants syndicaux disparurent avec la plus grande impunité et le plus grand cynisme. ■



GABRIEL IXMATA

relate les conditions inhumaines auxquelles sont soumis les travailleurs saisonniers dans les fincas de café, coton et sucre de la Côte atlantique. Ces conditions ont empiré depuis des années : travail forcé et non assuré, à peine payé, non-respect de quelques mesures d'amélioration, système d'endettement des travailleurs à travers la distribution d'aliments, obligation de fournir ses propres outils, répression, assassinats, disparitions par des agents de sécurité du gouvernement et l'armée travaillant avec les patrons, règles de travail arbitraires, aucune protection sanitaire efficace, etc. La liste est longue... A la suite d'une grève de 80 000 paysans en mai 1980, le salaire minimum a été élevé à

3.20 Q par jour, mais cette mesure n'a pas été mise en pratique. Un autre exemple illustre le traitement subi par les saisonniers : le 18 décembre 1979, Milton Molina, patron de la finca de coton «Les Acacias», municipalité de La Gomera, Dpt. Escuintla, a traité les arrivants, dont Gabriel Ixmata, d'animaux sans importance et d'enfants de cochons. Ce jour-là, les plantations ont été incendiées à l'endroit où ils travaillaient. Conséquences : cinq des enfants sont morts dans les deux heures qui suivaient, ainsi que deux compagnons de travail ultérieurement, à l'Institut de la Sécurité Sociale, où tous avaient été transportés. Le rapport des employés de la finca mentionnait les mauvaises habitudes d'Hygiène. Dans les zones soumises aux pressions de la guérilla, les conditions sont meilleures.



GUILLERMO MORALES PEREZ

témoigne comment les deux villages de Monte Christo et de Bullaj, Tajumulco, Dpt. San Marcos, ont souffert. Du 20 au 22 juillet 82, 300 soldats entouraient les villages et commençaient à tirer sur les gens. La population s'enfuyait en pleine nuit. Pour montrer qu'ils n'étaient coupables de rien, les gens retournaient ensuite dans les villages. Mais, le 24 et 25, un grand bombardement les obligeait de s'enfuir à nouveau. Le 27, les soldats incendiaient quarante-cinq maisons, mangeaient les animaux et

abattaient ceux qu'ils ne pouvaient pas manger. Le 24 novembre, cent cinquante soldats sont revenus employant une autre tactique : ils capturaient quatre familles entières (dix-huit personnes au total) qu'ils amenaient dans leur campement où ils les tuaient aux machetes et aux couteaux. Le 25 novembre, ils continuaient à brûler des maisons. Tous les prétextes sont bons pour accuser la population de guerrillera : un pantalon neuf, l'achat d'une quantité de maïs et d'haricots, supérieure à celle permise par famille. Les employés du gouvernement et de l'armée sont devenus des bêtes féroces qui traquent la population, traitée comme un animal nuisible.

BOYCOTTONS LE TOURISME AU GUATEMALA !

Un touriste sans mémoire est un touriste sans bagages. Telle est la disposition d'esprit du «Collectif Guatemala» qui refuse de voir s'envoler pour «le pays de l'éternel printemps» des charretées d'inconscients dont le mépris d'eux-mêmes n'a d'égal que le mépris pour les indigènes, ces êtres humains que l'occidental a beau jeu de méconnaître de peur qu'ils ne lui révèlent ses tares, sa médiocrité, termes choisis par euphémisme pour désigner la putréfaction exportée de notre âme.

L'exhibition capitaliste du «Salon mondial du tourisme et des loisirs» était un terrain d'action idéal que notre comité ne pouvait ignorer. L'opportunité de notre démarche a fait ses preuves du 10 au 20 février dans le luxe tapageur du Palais des Congrès et si notre présence n'était point ubiquiste, elle fut à bien des égards positive.

1) - Tout groupe de pression se doit pour affirmer son existence de participer au social et ne pas se cantonner à une tâche théorique que je ne rappellerai pas puisque cet encart n'a pas pour vocation d'exposer une profession de foi. Pour ce faire, il faut déployer un potentiel humain et un potentiel matériel ; à cette occasion les personnes présentes distribuèrent un tract contre le tourisme et notre autocollant agrémenta les murs toujours aussi fades de l'establishment. Quant à la vente du bulletin, elle obtint un franc succès devant le stand du Guatemala pour les personnes qui projetaient de se rendre en Amérique Centrale. Aucun problème : nous

SOLIDARITE

y étions.

2) - Nous y étions d'autant mieux que, très vite, se créa une ébullition, les visiteurs ayant compris qu'on ne se préoccupait pas seulement des peuplades, si lointaines pour eux, mais également de leur bien-être au cas où ils voudraient se rendre dans ce pays. L'affaire commençait à prendre de l'ampleur sous l'impulsion des slogans et de l'appui non-exprimé de certains sympathisants à notre cause. C'est sous la menace que nous sommes sortis. Après la mise en place de notre action, nous avons réussi à semer le désordre. Aucun problème : nous y étions.

3) - Le désordre n'est rien s'il n'entraîne pas avec lui des conséquences tangibles. L'une, apparente, ne pouvait que nous combler : le stand du tourisme consacré au Guatemala — dirigé d'ailleurs par un Américain ! — et sans doute commandité par l'ambassade a disparu.*

La destruction de cette publicité mensongère cautionne la construction d'une grande idée : NON AU TOURISME AU GUATEMALA !

** A ce propos, nous remercions vivement les Associations et les militants qui nous ont appuyés auprès de l'organisation du Salon dans la dénonciation du génocide du peuple indien au Guatemala. Amnesty international, Frères des Hommes et Terre des hommes ont affirmé ainsi leur solidarité et le résultat ne s'est pas fait attendre.*

GUATEMALA AU COEUR

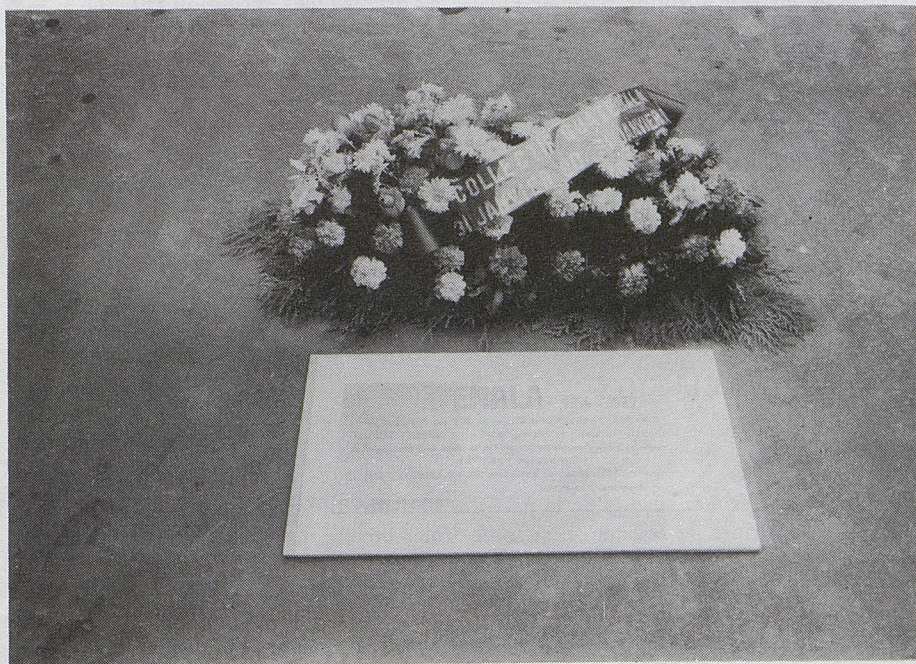
L'exposition organisée par le Comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP) en collaboration avec le laboratoire d'Ethnologie du Musée national d'histoire naturelle s'est déroulée avec succès du 6 au 15 janvier 1983 à la Maison de l'Amérique latine.

L'inauguration se fit en présence d'une assistance nombreuse ; Manuel José Arce (journaliste et écrivain guatémaltèque) et Daniel Viglietti avec le concours d'acteurs français donnèrent un récital très émouvant de poèmes et de chants qui fut retransmis en direct dans l'émission de Laure Adler sur France-culture. La présence de personnalités du gouvernement, de responsables politiques français et étrangers ainsi que d'associations humanitaires et culturelles réaffirmait sans aucun doute la volonté commune d'une plus grande présence du Guatemala en France.

De plus, trois conférences sur le Guatemala furent organisées :

- «Aperçu de littérature guatémaltèque» par M. José Arce.
- «Guatemala, 1976-1983. Témoignages : dessins d'enfants, paroles d'adultes» par Sylvain Dupuy et Anne-Marie Hocquenheim.
- «Mouvement social et résistance au Guatemala» par Yvon Lebot.

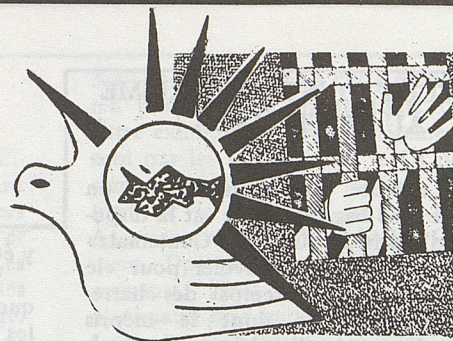
L'intérêt du public pour le Guatemala fut solidaire. Désormais, l'arbre ne cache plus la forêt, le combat pour l'identité culturelle, c'est aussi cela «un nouveau Guatemala».



Commémoration, le 31 janvier 1982, de l'incendie de l'ambassade d'Espagne.

A l'occasion de la tenue, à Madrid, de la session du Tribunal permanent des peuples consacrée au Guatemala, le collectif Guatemala de Paris a organisé une animation sur l'esplanade de Beaubourg durant le week-end des 29 et 30 janvier. Accompagnée de la diffusion de cinq mille tracts et de la vente de quelques bulletins «Solidarité Guatemala», cette initiative a permis de dénoncer le génocide du peuple indien en lutte, en appuyant la tenue du Tribunal à Madrid. Comme vous avez tous pu le constater, les échos de ce dernier dans la presse française furent «modestes».

En conséquence, le Tribunal



DÉCLARE que les gouvernements qui se sont succédés au Guatemala depuis 1954, inclus le régime du Général Rios Montt, sont coupables de violations graves, réitérées et systématiques, des droits de l'homme, en infraction à la Déclaration Universelle des droits de l'homme et à la Convention Inter-américaine des droits de l'homme ;

DÉCLARE que les gouvernements qui se sont succédés au Guatemala depuis 1954, inclus le régime du Général Rios Montt sont coupables, vu l'ensemble de ces violations, d'atteinte au droit imprescriptible du peuple du Guatemala à l'autodétermination politique et économique et au droit de ce peuple à exercer la souveraineté sur ses ressources naturelles, tel qu'il résulte de la Charte des Nations-Unies et des nombreuses résolutions de l'Assemblée Générale des Nations-Unies ;

DÉCLARE que les gouvernements qui se sont succédés au Guatemala depuis 1954, inclus le régime du Général Rios Montt, sont coupables, dans le conflit armé contre les forces présentement réunies au sein de l'URNNG (...) de violations graves, renouvelées et systématiques des dispositions des Conventions de Genève de 1949 et des protocoles additionnels de 1977, lesdites violations constituant des crimes de guerre ;

DÉCLARE que par leur amplitude, les tortures, massacres et disparitions forcées de personnes constituent des crimes contre l'humanité au sens du statut du Tribunal de Nüremberg ;

DÉCLARE que les massacres et la terreur déchainés contre les ethnies indiennes, avec la volonté manifeste de les détruire injustement, constituent un génocide au sens de la Convention Internationale de 1948 ;

DÉCLARE que les chefs de gouvernement qui se sont succédés au Guatemala depuis 1954, inclus le régime du Général Rios Montt, sont personnellement responsables des crimes internationaux spécifiques supra, sans exclure la responsabilité des autres principaux membres de ces gouvernements et des principaux officiers supérieurs et hauts fonctionnaires impliqués dans lesdits crimes ;

DÉCLARE que les exécuteurs de ces crimes ne peuvent invoquer comme excuse les ordres reçus exception faite du cas des subalternes qui peuvent bénéficier de circonstances atténuantes ;

DÉCLARE que le gouvernement des États-Unis d'Amérique est coupable des crimes susdits, par son ingérence déterminante dans les affaires du Guatemala, et que les gouvernements d'Israël, de l'Argentine et du Chili sont coupables de complicité pour aide et assistance.

EN CONCLUSION

Le Tribunal déclare que, devant la perpétration des crimes susdits de la part des pouvoirs publics du Guatemala, le peuple du Guatemala a le droit d'exercer toutes les formes de résistance, la force armée incluse, par l'intermédiaire de ses organisations représentatives, contre les pouvoirs publics tyraniques ; et que l'utilisation de la force armée de la part du gouvernement du Guatemala, pour réprimer la résistance est illégitime.